

• Après l'affaire Özdemir, les liens entre le Maroc et sa diaspora ont également été remis en question.

• Derrière cette interrogation, se cachent en effet des enjeux financiers.

• Mais les Belgo-Marocains semblent peu s'en soucier.

En Belgique, le Maroc perd de son influence

Les enjeux financiers d'un lobbying culturel

La question est lourde de préjugés. Les Belgo-Marocains seraient-ils victimes ou complices d'une double nationalité, d'une double appartenance ou pire, d'une double allégeance? De qui feraient-ils le jeu? Du Maroc ou de la Belgique? Et cet entre-deux, cultivé depuis Rabat par le gouvernement marocain, entraverait-il leur émancipation en Belgique?

Entre l'affectif et le pragmatique

"C'est une question polémique, mais c'est surtout une question médiatique", sourient l'ensemble des Belgo-Marocains rencontrés. "Nous vivons cette double appartenance de manière très naturelle sans devoir l'interroger à chaque repas familial. Elle ne se pose plus vraiment", précise le journaliste Samir Ben El Caïd. "Pour autant", reconnaît-il, "c'est clair que si demain les Diables affrontent l'équipe du Maroc, nous tiendrons pour celle-ci. En fait, nous gardons un attachement affectif au Maroc, la terre de nos aïeux. Avec la Belgique, le lien est plus pragmatique, cela a toujours été du 'je t'aime moi non plus'."

"Nous l'aimons bien la Belgique, mais c'est vrai que nous nous y sommes toujours un peu sentis comme un corps étranger", explique un jeune collaborateur d'un cabinet politique. "Mais nous savons également que c'est ici que nous sommes appelés à nous investir. La question d'un retour définitif au Maroc ne s'impose jamais à l'esprit des 400 000 Belgo-Marocains."

Des intérêts financiers et politiques

De l'autre côté de la Méditerranée, au Maroc, l'Etat veille précieusement sur ces sentiments. Derrière eux, se cachent d'importants enjeux.

Chaque année, Rabat voit en effet débarquer des dizaines de milliers de Marocains résidant à l'étranger (MRE) dans ses villes, sur ses plages ou "aux

bleds" retrouver les cousins, le soleil et les racines.

Chaque année, Rabat se satisfait aussi de voir atterrir l'équivalent en devises de cinq milliards d'euros envoyés au pays depuis l'Europe et les Etats-Unis. L'importante diaspora marocaine (plus de 10% des Marocains habitent à l'étranger) tient en effet à entretenir la famille et les connaissances restées au pays. Avec le tourisme, ces rentrées sont d'ailleurs les plus importantes.

Du coup, Rabat a tout organisé pour soigner ses MRE et entretenir les liens qu'ils gardent avec le Maroc. La Fondation Hassan II a pour objectif de réaliser la promotion culturelle du pays auprès de la diaspora, mais aussi de lui assurer une assistance juridique, économique et sociale; le Conseil de la communauté des Marocains à l'étranger veille sur leurs intérêts; et un ministère assure le suivi, les partenariats et la coordination des politiques en la matière.

"N'y voyez aucune volonté d'ingérence", expliquent les conseillers du ministre qui entendent faire également la preuve de leur sincérité. "Au vu de son importance, il est logique que nous mettions des structures en place, souhaitées d'ailleurs par la diaspora. Il s'agit simplement de l'aider à bien vivre cette richesse qu'est la double appartenance."

Assurer les références

"Moi aussi je refuse de croire que cette double appartenance nous empêche de vivre sereinement en Belgique."

A Bruxelles, la voix de Hind El Guennoui confirme ce que l'on entend par ailleurs. Enseignante, elle a été invitée au Maroc en tant que jeune diplômée pour un séjour aux tonalités culturelles et politiques. "L'objectif était de nous ramener vers nos racines, mais je trouve cela plutôt positif, cela m'a aidée à fixer ma double identité, à mieux connaître le Maroc et à comprendre ce que j'y apprécie et ce que j'y apprécie moins."

Samir Addahre, l'ambassadeur du Maroc en Belgique, évoquera lui "d'indispensables références" que se doit d'offrir le pays à sa diaspora.

Chaque année, le Maroc se réjouit de voir atterrir l'équivalent de cinq milliards d'euros, envoyés au pays depuis l'Europe et les Etats-Unis.

L'autonomie de la jeunesse

Après une présence plus insidieuse au début du règne d'Hassan II, après un désintérêt du pays pour ses MRE, le Maroc est donc revenu délicatement à la charge avec l'avènement de Mohammed VI.

Inquiet, le pays sent que la jeune génération commence à lui échapper, alors qu'il voudrait en faire son ambassadrice. Du coup, il pense même à lui accorder le

droit de vote pour resserrer les liens.

La politique envers les MRE ne porte en effet pas ses fruits, confirme Mohamed Ezzouak, journaliste franco-marocain. Les jeunes ne semblent plus pouvoir supporter une ingérence trop exclusive du Maroc dans leurs vies, explique-t-il en mentionnant notamment le droit de vote obligatoire qui les a encouragés à s'investir en Belgique. Ils sont également soucieux de se concentrer avant tout sur un chemin professionnel et belge, souvent compliqué.

Bosco d'Otreppe

Mosquée

L'Exécutif veut passer à l'offensive

A Bruxelles, une des mosquées les plus influentes demeure celle du parc du Cinquantenaire. Historique, elle reste une référence pour bien des musulmans.

Pourtant, ses origines saoudiennes et ses proximités avec des courants wahhabites la poussent parfois à prendre des positions bien éloignées des valeurs occidentales.

Inquiets parce que ne s'y retrouvant pas, les ténors de l'Exécutif des musulmans de Belgique entendent procéder dès l'automne prochain à une vaste réforme du Conseil des Théologiens, afin que celui-ci porte enfin un contre-discours "au Cinquantenaire".

Épinglé

Et les politiques ?

Une affaire Mahinur Özdemir, du nom de cette députée bruxelloise d'origine turque évincée du CDH pour ne pas avoir reconnu le génocide arménien, est-elle possible dans un cadre belgo-marocain ?

Il semble que non. Si des proximités existent entre les sphères politiques belges et marocaines, elles sont beaucoup moins serrées qu'entre le gouvernement turc et les élus belges d'origine turque.

De plus, malgré les débats qui entourent le dossier du Sahara occidental (mis aujourd'hui au frigo), il n'existe pour l'heure aucune question aussi sensible qui pourrait diviser Belges et Marocains.



On évalue à 400 000 le nombre de Belgo-Marocains.

“Religieusement, nous sommes largués”

Si une fracture se dessine entre les Marocains et les Belgo-Marocains, sans aucun doute se situe-t-elle au niveau de la pratique religieuse.

L'islam tel qu'il est vécu au Maroc est très complexe et se nourrit de multiples influences culturelles qui ont accompagné l'histoire du pays.

Le souci religieux est aussi politique

Généralement ouvert et tolérant, l'islam local est cependant également politique. Le pouvoir du Roi s'appuie en effet sur sa légitimité religieuse, lui qui est défini constitutionnellement comme le Commandeur des croyants, et décrit comme le descendant du Prophète. Une remise en cause de cette légitimité engendrerait des conséquences importantes, et c'est pourquoi le Royaume a procédé sur son territoire à une vaste réforme du champ religieux après les attentats de Casablanca en 2003. L'objectif était d'assurer un droit de regard qui s'est révélé très efficace au sein des mosquées.

En Belgique, il en va autrement. La jeunesse belgo-marocaine ne se retrouve plus vraiment dans cette pratique de l'islam “populaire et folklorique qui nous pousse à cacher notre identité”, expliquent certains. Influencées par d'autres courants qui abreuvent les villes belges de tonalités diverses, les jeunes générations sont tentées de se tourner autant vers le wahhabisme (voir ci-contre), que vers le chiisme pour évoquer deux exemples parmi d'autres.

Rabat et ses ambitions internationales

A Rabat, ces conversions inquiètent les autorités. Dans l'enceinte du palais royal où se trouvent ses bureaux, le chef de cabinet du ministre des Affaires islamiques insiste d'ailleurs pour que nous allions découvrir l'Institut Mohammed VI pour la formation des cadres religieux. Au large de la capitale, le lieu est

en effet splendide, et exemplatif de la légitimité internationale et religieuse que recherche le pays.

Inauguré en mars dernier, il accueille des centaines de futurs imams, prédicateurs ou prédicatrices venus du Mali, de

70

PRÉDICATEURS

Envoyés par le Maroc, ils assureront des prêches au sein des mosquées belges pendant le mois de ramadan.

Guinée, de Côte d'Ivoire, de Tunisie ou même de France. “Les journées sont chargées, mais les cours variés”, se félicite Youssef Afif, jeune imam français. “Des enseignants venus d'Europe nous expliquent par exemple comment vivre un islam

respectueux du pays dans lequel nous serons amenés à prêcher.”

Un manque de structures

Abdeslam Lazaar, le directeur du lieu, le reconnaît d'emblée, son rêve serait de voir arriver des imams belges se former au Maroc, mais à Bruxelles, le gouvernement ne l'entend pas de cette oreille, lui qui réfléchit pour les former en Belgi-

que. “Personnellement, je n'ai d'ailleurs jamais eu de contacts avec les autorités belges”, confirme-t-il.

“Contrairement à d'autres, je n'ai aucun agenda concernant l'islam”, insiste de son côté l'ambassadeur du Maroc. “D'ailleurs je dois reconnaître que les autorités marocaines sont larguées par rapport à la pratique de l'islam en Belgique.”

“C'est bien cela le problème”, réagit un observateur politique. “Ils n'ont pas d'agenda, ils ne sont pas aussi structurés que les Turcs pour mettre en place un islam des ambassades, et ils sont donc moins armés pour contrer les extrémistes.”

Si les services judiciaires veillent au grain en maintenant des émissaires à Bruxelles, les ténors marocains de l'Exécutif tiennent eux aussi à “protéger” la communauté. Poussés par une volonté sincère, mais aussi par une nécessité idéologique, ils ont invité en Belgique durant le ramadan 70 prédicateurs marocains à venir prêcher un islam “apaisé”.

BdO